

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 1

Proposition d'amendement au protocole:

Déposée par Madame ou Monsieur : M. Louis Michel, M. Karel de Gucht, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention

Qualité : - Membre - Suppléant

L'Union constitue un espace de liberté, de sécurité et de justice **qui garantit le** respect des droits fondamentaux **tels que définis dans la Charte des droits fondamentaux figurant dans la partie II de la Constitution** et en tenant compte des différentes traditions et systèmes juridiques européens.

Elle assure ~~l'absence des contrôles des personnes aux frontières intérieures~~ **la libre circulation des personnes en son sein** et développe une politique commune en matière d'asile, d'immigration et de contrôle des frontières extérieures fondée sur la solidarité entre Etats membres et équitable à l'égard des ressortissants des pays tiers.

L'Union assure un niveau élevé de sécurité et de justice au sein de son espace commun.

Elle développe une stratégie globale de politique criminelle et de sécurité intérieure et adopte à cette fin des mesures de prévention et de lutte contre la criminalité **et contre le racisme et la xénophobie. Ces mesures comportent le rapprochement des législations pénales, la** coordination et la coopération entre autorités policières et judiciaires pénales et autres autorités compétentes, ~~ainsi que par y compris~~ la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires pénales **et le rapprochement des législations pénales et la création d'organes européens d'enquête et de poursuites.**

L'Union facilite l'accès à la justice **et favorise,** ~~notamment par~~ la libre circulation des actes et des jugements en matière civile fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle.

Explication éventuelle :

- La référence à la Charte des droits fondamentaux compléterait utilement la notion de droits fondamentaux.
- Il convient de positiver le second alinéa en parlant de libre circulation au sein de l'Union plutôt que d'absence de contrôle aux frontières
- Il convient que l'Union se dote d'une stratégie globale de politique criminelle et de sécurité intérieure. C'est en effet que si elles s'inscrivent dans une stratégie d'ensemble que les mesures que l'Union adoptera contribueront de manière efficace à assurer un niveau élevé et de sécurité intérieure mais aussi de justice. L'Union ne peut par ailleurs se contenter d'un objectif unique qui serait d'assurer un niveau élevé de sécurité. C'est aussi un niveau élevé de justice que le citoyen est en droit d'attendre qu'il soit auteur ou victime d'une infraction. Une politique criminelle européenne doit donc aussi être élaborée.
- La référence à la prévention et à la lutte contre le racisme et la xénophobie qui figure actuellement à l'article 29 TUE doit être maintenue.
- La libre circulation des actes et des jugements doit être distinguée de l'accès à la justice.